

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORTS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale de l'association FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE,

1) Opinion :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRMJC relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note portée en annexe et relative à l'application du principe de continuité d'exploitation. Celui-ci généralement admis dans un contexte d'une situation économique et financière positive, pourrait être remis en cause si les orientations menées par la gouvernance ne produisaient pas leurs effets à court terme.

3) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur :

- l'exhaustivité et la réalité du chiffre d'affaires et des autres produits,
- l'exhaustivité et la réalité des subventions reçues comptabilisées ;
- l'explication des variations des frais généraux ;
- l'explication de variation de charges de personnel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

4) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le groupement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

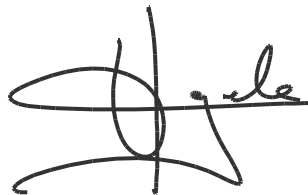
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 31 Mai 2024

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'P' and 'J' followed by 'EGELE'.

Pierre J. EGELE

F.R.M.J.C.CHAMPAGNE ARDENNE

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard

BILAN SYNTHETIQUE

Provisoire

Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital	205 881	205 881
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation	213 421	213 421
- Autres					Réserves :		
Immobilisations corporelles	104 515	61 371	43 145	39 438	- Réserve légale		
Immobilisations financières	90 548		90 548	88 080	- Réserves réglementées		
TOTAL I	195 063	61 371	133 692	127 517	- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	(640 085)	(675 423)
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	239 882	35 338
Avances et acomptes versés sur commandes					Subventions d'investissement	13 530	16 449
					Provisions réglementées		
				243	TOTAL I	32 629	(204 334)
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)	201 446	387 495
Clients et comptes rattachés	91 242	14 909	76 334	60 282	Dettes		
Autres	21 006		21 006	28 447	Emprunts et dettes assimilées	2 088	
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	216 316		216 316	318 885	Fournisseurs et comptes rattachés	17 394	12 069
Caisse					Autres	138 225	293 822
TOTAL II	328 564	14 909	313 656	407 857	TOTAL III	157 707	305 892
Charges constatées d'avance (III)	1 819		1 819	300	Produits constatés d'avance (IV)	57 385	46 621
TOTAL GENERAL (I+II+III)	525 447	76 279	449 167	535 674	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	449 167	535 674

F.R.M.J.C.CHAMPAGNE ARDENNE

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Provisoire

Avec brouillardHors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	1 425 555	1 445 012
Achats d'approvisionnement			Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	223 849	216 608	Subventions d'exploitation	69 461	103 351
Impôts, taxes et versements assimilés	104 771	111 143	Autres produits	446 815	498 344
Rémunération du personnel	820 594	978 362	PRODUITS FINANCIERS	5 199	3 047
Charges sociales	346 625	349 075			
Dotations aux amortissements	19 242	17 533			
Dotations aux provisions	201 446	387 495			
Autres charges	4 295	4 216			
CHARGES FINANCIERES	171				
TOTAL (I)	1 720 993	2 064 432	TOTAL (I)	1 947 030	2 049 754
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	15 831	2 341	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	29 676	52 357
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 736 824	2 066 773	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	1 976 706	2 102 111
BENEFICE OU PERTE	239 882	35 338			
TOTAL GENERAL	1 976 706	2 102 111	TOTAL GENERAL	1 976 706	2 102 111

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2023

ANNEXE 2023

Les comptes annuels de l'association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **449 167** euros.

Le compte de résultat, affiche un total produits de **1 976 705 €** et un total charges de **1 736 823 €**, dégageant ainsi un résultat de **239 882 €**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**. Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :



Objet social

Association d'Education Populaire fondée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 et dénommée : Fédération Régionale des MJC de Champagne-Ardenne / FRMJC Champagne-Ardenne située au 43 esplanade Eisenhower – 51100 Reims.

La FRMJC Champagne-Ardenne œuvre dans le principe de la Confédération des MJC de France. L'association a pour buts :

- de fédérer et de représenter les associations qui, dans le champ de l'Education Populaire et de l'Action Culturelle, assure une animation et un développement territorial s'appuyant sur le renforcement des liens sociaux entre les populations
- de participer à l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation de tout projet de développement local dans les domaines de son champ d'action en direction tant des associations que des collectivités locales, départementales ou régionales.
- d'assurer et d'organiser la formation pour les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire.

Par ailleurs, la mission première de tout salarié FRMJC est d'incarner, de promouvoir les principes et les valeurs de la Charte de la Confédération des MJC de France et le projet de la FRMJC Champagne-Ardenne ainsi que d'acquérir les compétences correspondantes.

Les salariés missionnés dans des structures adhérentes et/ou conventionnées ayant pour vocation l'accueil du public, doivent, par vigilance, se mettre à disposition du public, veiller à son accueil et sa prise en charge quand la situation le nécessite. Chacun est tenu par un devoir de réserve et de discrétion vis-à-vis du public concernant l'activité interne et administrative. De plus, ces salariés missionnés doivent se conformer au règlement intérieur desdites structures adhérentes.

La convention collective applicable de la FRMJC Champagne-Ardenne est la convention collective nationale ECLAT (Convention collective nationale des métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires).

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Stocks et en cours

Il n'y a pas de stock.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour la 2^{ème} année de mise en recouvrement.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats



Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Droit Individuels à la formation (DIF) :

Néant, le DIF a été remplacé par le dispositif CPF.

Provision pour départ en retraite :

La provision pour départ à la retraite est calculée sur la base des salaires perçus par les salariés en considérant l'ancienneté éventuelle des salariés au moment de leur départ prévisible en retraite.

La provision est évaluée et transmise par la société PREDICA auprès de laquelle l'association dispose d'un contrat de placement des fonds financiers. Cette évaluation réalisée en prenant en compte les rémunérations des salariés, une table de mortalité et les probabilités de présence dans les effectifs au moment du départ en retraite, fait ressortir un montant d'indemnité potentielle de **201 445,92 €**, intégrant également le montant des charges sociales qui y sont liées.

De plus, le montant de cette indemnité potentiel est provisionné à hauteur de :

- 75% pour un salarié ayant moins de 40 ans ;
- 100% pour un salarié ayant plus de 40 ans.

En prévision des futurs départs à la retraite et afin d'assurer un équilibre financier à la structure lorsqu'elle devra faire face au décaissement des Indemnités de Fin de Carrière, l'association a placé sur un contrat IFC (Indemnités de Fin de Carrière) auprès de **PREDICA 89 633,49 €**,

Montant des rémunérations et avantages en nature versés aux cadres dirigeants :

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeant bénévoles ou salariés.

La Loi précitée ne précise pas la définition de la notion de "cadre dirigeant bénévole et salarié". L'article 20 de la Loi précitée fait référence à la notion de "cadre dirigeant". Cette notion est différente de la notion de simple "dirigeant" puisqu'elle regroupe conformément aux dispositions de l'article L. 3111-2 du code du travail : *"Les cadres dirigeants ne sont pas soumis aux dispositions des titres II et III. Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement."*

L'association a considérée qu'elle avait trois cadres dirigeants (Directeur Régional, Directeurs), présents au **31/12/2023**. Le montant global de ces trois rémunérations s'élève pour l'année **2023** à **157 954,77 €**.

Autres Informations

Le bénévolat réalisé par le Président et le Trésorier de l'association est valorisé par l'association. Il est inscrit en bas de compte de résultat dans les Contributions volontaires et Charges de contributions volontaires. Celui-ci est évalué au taux horaire de 1,5 SMIC.

Dans le cadre d'un projet d'animation portant sur la thématique du "vivre ensemble" avec les volontaires de l'association à travers le dispositif ERASMUS - CES (Corps Européen de Solidarité), le bailleur social Reims Habitat et propriétaire des locaux de l'association met à disposition de l'association à titre gratuit un appartement situé au 41 esplanade Eisenhower 51100 Reims. La valorisation des loyers sont inscrits en bas de compte de résultat dans les Contributions volontaires et Charges de contributions volontaires.

Il y a eu un déménagement d'appartement des volontaires au 9 rue Pierre Taittinger à Reims (51100) à compter du 29 septembre 2023, il y a également eu une modification du conventionnement.

L'association a bénéficié au cours de l'exercice 2020 des aides URSSAF liées à la crise sanitaire du COVID-19 à hauteur de 141 353 €. Toutefois, compte tenu de la complexité des textes, des conditions permettant d'en bénéficier et de l'attribution quasi automatique de ces aides, il n'est pas impossible qu'en cas de contrôle plus approfondi de la part de l'URSSAF, les bénéfices de l'attribution de cette aide puissent être remis en cause et que les sommes perçues doivent être remboursées.

Suite à la dénonciation des conventions ST André, MCL et SIVOM il a eu des pertes de postes et un impact sur les comptes au niveau du différentiel des provisions IFC et des provisions CP.

Il y a eu un changement de comptabilisation des produits sur convention tripartite FRMJC – FONJEP – Collectivités pour le financement des postes de coordination à AY et à REVIN.

Il y a eu un remboursement du prêt employeur à l'effort de construction (PEEC) après 20 ans en produit exceptionnel.

FRMJC CHAMPAGNE ARDENNE

Siège social : 43 Esplanade Eisenhower
51100 REIMS

SIRET : 775 612 757 00093 APE 9499Z

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd. Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

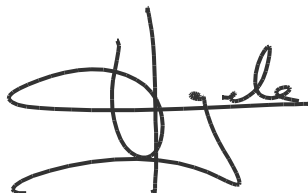
Convention avec : Fédération Départementale de la Marne

Personne concernée : Messieurs Dominique MICHEL et Jean Paul HUBERT

Objet et modalités :

- Facturation par la Fédération Départementale de la Marne en 2023 : 132 000 €
- Facturation par la FRMJC à la Fédération Départementale de la Marne en 2023 : 100 €

Reims, le 31 Mai 2024

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'P. Egele', with a stylized flourish at the end.

Pierre J. EGELE